

C A N A D A

**COUR SUPÉRIEURE
(RECOURS COLLECTIF)**

**PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE QUÉBEC**

NO : 200-06- 000180-144

M. SERGE ASSELIN, domicilié et résidant
au [REDACTED]
[REDACTED]

Requérant;

c.

HITACHI, LTD., personne morale ayant une
place d'affaires au [REDACTED]
[REDACTED];

et

HITACHI AUTOMOTIVE SYSTEMS, LTD.,
personne morale ayant une place d'affaires
[REDACTED]

et

**HITACHI AUTOMOTIVE SYSTEMS
AMERICAS, INC.**, personne morale ayant
une place d'affaires au [REDACTED]
[REDACTED]

et

DENSO CORPORATION, personne morale
ayant une place d'affaires au 1-1, [REDACTED]
[REDACTED]

et

DENSO INTERNATIONAL AMERICA, INC.,
personne morale ayant une place d'affaires
au [REDACTED]
[REDACTED]

et

DENSO MANUFACTURING CANADA, INC., personne morale ayant une place d'affaires au [REDACTED]

et

DENSO SALES CANADA, INC., personne morale ayant une place d'affaires au [REDACTED]

et

MITSUBISHI ELECTRIC CORPORATION, personne morale ayant une place d'affaires au [REDACTED]

et

MITSUBISHI ELECTRIC AUTOMATIVE AMERICA, INC., personne morale ayant une place d'affaires au [REDACTED]

et

MITSUBISHI ELECTRIC SALES CANADA, INC., personne morale ayant une place d'affaires au [REDACTED]

et

AISAN INDUSTRY CO., LTD, personne morale ayant une place d'affaires au [REDACTED]

et

FRANKLIN PRECISION INDUSTRY, INC., personne morale ayant une place d'affaires au [REDACTED]

et

AISAN CORPORATION OF AMERICA,
personne morale ayant une place d'affaires
au [REDACTED]

Intimées;

**REQUÊTE POUR OBTENIR L'AUTORISATION D'EXERCER UN RECOURS COLLECTIF ET
POUR OBTENIR LE STATUT DE REPRÉSENTANT**
(Articles 1002 et ss. C.p.c.)

**À L'UN DES HONORABLES JUGES DE LA COUR SUPÉRIEURE SIÉGEANT DANS ET
POUR LE DISTRICT DE QUÉBEC, LE REQUÉRANT EXPOSE RESPECTUEUSEMENT CE
QUI SUIIT :**

I. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

A) Le Recours

1. Le Requéant désire exercer un recours collectif pour le compte de toutes les personnes (physiques ou morales) formant le groupe ci-après, dont il est lui-même membre, soit :

« tous les résidents du Québec qui ont acheté ou acquis un système d'injection de carburant pour véhicule automobile ou qui ont acheté un véhicule automobile pourvu d'un système d'injection de carburant, et ce entre le 1^{er} janvier 2000 et le 1^{er} mars 2010 (la « Période visée par le recours ») »

ou tout autre groupe ou période que le tribunal pourra déterminer;

2. Le Requéant reproche aux Intimées d'avoir comploté pour conclure des ententes illégales afin de fixer le prix de vente des systèmes d'injection de carburant (ci-après « Système d'injection ») et ainsi restreindre ou éliminer la concurrence;
3. Plus particulièrement, le Requéant allègue qu'entre le 1^{er} janvier 2000 et le 1^{er} mars 2010 (« la Période visée par le recours »), les Intimées ont participé à des réunions secrètes et ont conclu des arrangements pour fixer les prix, déterminer les augmentations de prix et se partager le marché des Systèmes d'injection ;

B) LES INTIMÉES

Hitachi

4. Hitachi, Ltd. est une société créée sous les Lois de l'État du Japon ayant son siège social et sa principale place d'affaire à Tokyo au Japon;
5. En mars 2004, Hitachi, Ltd. a annoncé la fusion entre Hitachi, Ltd., Hitachi Unisia Automotive, Ltd. et Tokico, Ltd. ;
6. Dans le cadre de la fusion, Hitachi Unisia Automotive, Ltd. et Tokico, Ltd. furent dissoutes dans la société Hitachi, Ltd.;
7. La fusion est entrée en vigueur en octobre 2004;
8. Hitachi Automotive Systems, Ltd., est une société créée sous les Lois de l'État du Japon ayant son siège social et sa principale place d'affaire à Tokyo au Japon;
9. Hitachi Automotive Systems, Ltd. est une filiale à part entière ou totalement sous le contrôle de Hitachi, Ltd.;
10. Hitachi Automotive Systems Americas, inc., est une société américaine ayant sa principale place d'affaires à Harrodsburg au Kentucky;
11. Hitachi Automotive Systems Americas, inc. est une filiale à part entière ou totalement sous le contrôle de Hitachi, Ltd.;
12. Hitachi, Ltd., Hitachi Automotive Systems, Ltd. et Hitachi Automotive Systems Americas, inc. seront ci-après nommées collectivement «Hitachi»;
13. Tout au cours de la Période visée par le recours, Hitachi a fabriqué, distribué, offert ou vendu, directement ou indirectement, par l'intermédiaire des entités sous le contrôle de ses prédécesseurs, sociétés affiliées ou filiales, des Systèmes d'injection à des clients au Canada;

Denso

14. Denso Corporation est une société créée sous les Lois de l'État du Japon ayant son siège social et sa principale place d'affaire à Aichi au Japon;
15. Denso International America, inc. est une société américaine ayant sa principale place d'affaires à Southfield au Michigan;
16. Denso International America, inc. est une filiale à part entière ou totalement sous le contrôle de Denso Corporation;
17. Denso Manufacturing Canada, inc. est une société canadienne ayant sa principale place d'affaires à Guelph en Ontario;

18. Denso Manufacturing Canada, inc. est une filiale à part entière ou totalement sous le contrôle de Denso Corporation;
19. Denso Sales Canada, inc. est une société canadienne ayant sa principale place d'affaires au Mississauga en Ontario;
20. Denso Sales Canada, inc. est une filiale à part entière ou totalement sous le contrôle de Denso Corporation;
21. Denso Corporation, Denso International America, inc., Denso Manufacturing Canada, inc. et Denso Sales Canada, inc. seront ci-après nommées collectivement «Denso»;
22. Tout au cours de la Période visée par le recours, Denso a fabriqué, distribué, offert ou vendu, directement ou indirectement, par l'intermédiaire des entités sous le contrôle de ses prédécesseurs, sociétés affiliées ou filiales, des Systèmes d'injection à des clients au Canada;

Mitsubishi

23. Mitsubishi Electric Corporation est une société créée sous les Lois de l'État du Japon ayant son siège social et sa principale place d'affaire à Tokyo au Japon;
24. Mitsubishi Electric Automotive America, inc. est une société américaine ayant sa principale place d'affaires à Mason en Ohio;
25. Mitsubishi Electric Automotive America, inc. est une filiale à part entière ou totalement sous le contrôle de Mitsubishi Electric Corporation;
26. Mitsubishi Electric Sales Canada, inc. est une société canadienne ayant sa principale place d'affaires à Markham en Ontario;
27. Mitsubishi Electric Sales Canada, inc. est une filiale à part entière ou totalement sous le contrôle de Mitsubishi Electric Corporation;
28. Mitsubishi Electric Corporation, Mitsubishi Electric Automotive America, inc., Mitsubishi Electric Sales Canada, inc. seront ci-après nommées collectivement «Mitsubishi»;
29. Tout au cours de la Période visée par le recours, Mitsubishi a fabriqué, distribué, offert ou vendu, directement ou indirectement, par l'intermédiaire des entités sous le contrôle de ses prédécesseurs, sociétés affiliées ou filiales, des Systèmes d'injection aux clients au Canada;

Aisan

30. Aisan Industry Co. Ltd., est une société créée sous les Lois de l'État du Japon ayant son siège social et sa principale place d'affaire à Obu au Japon;
31. Franklin Precision Industry, inc. est une société américaine ayant sa principale place d'affaires à Franklin au Kentucky;
32. Franklin Precision Industry, Inc. est une filiale à part entière ou totalement sous le contrôle de Aisan Industry Co. Ltd.;
33. Aisan Corporation of America est une société américaine ayant sa principale place d'affaires à Franklin Tennessee;
34. Aisan Corporation of America est une filiale à part entière ou totalement sous le contrôle de Aisan Industry Co. Ltd.;
35. Aisan Industry Co. Ltd., Franklin Precision Industry, inc. et Aisan Corporation of America seront ci-après nommées collectivement «Aisan»;
36. Pour les fins de la présente, le Requérant démontrera que les entités décrites aux paragraphes 4 à 35 ci-dessus ont œuvré de façon intégrée, et que les gestes de l'une ont engagé les autres, pour les fins de la production, de la distribution, de la vente ou de la mise en marché des Systèmes d'injection dans le cadre de la collusion décrite dans cette procédure;
37. D'autres personnes et/ou sociétés, impliquées dans la fabrication, la distribution ou la vente de Systèmes d'injection à des clients dispersés en Amérique du Nord, qui ne sont pas spécifiquement identifiés dans cette procédure, peuvent avoir participé à la collusion décrite dans cette procédure;

C) L'industrie des systèmes d'injection

38. Les Systèmes d'injection fournissent du carburant ou un mélange d'air/carburant dans les cylindres du moteur, et peuvent inclure : des injecteurs, des pompes à haute pression, des ensembles de rails, des conduites d'alimentation et autres composantes vendues comme un système unitaire;
39. Les Systèmes d'injection peuvent également être vendus en tant que partie intégrante d'un système élargi, tel un système de gestion du moteur ou en tant que composantes séparées, tels les injecteurs, les conduites d'alimentation, les pompes à haute pression et/ou les ensembles de rails;
40. Le Système d'injection est un dispositif d'alimentation des moteurs à combustion, un tel dispositif permet d'acheminer le carburant dans la chambre à combustion et contrôle la quantité afin d'optimiser le mélange air\carburant;

D) Le complot

41. Les Systèmes d'injection sont installés par l'équipementier dans des nouveaux véhicules automobiles dans le cadre de la fabrication de ces véhicules, et sont aussi vendus en pièces de remplacement;
42. En ce qui a trait à la fabrication de véhicules neufs, l'équipementier (d'importants constructeurs automobiles tels General Motors, Chrysler, Toyota) achète des Systèmes d'injection directement des Intimées;
43. Les Systèmes d'injection peuvent également être achetés auprès d'un fournisseur de pièces automobiles ;
44. Ces fournisseurs de pièces automobiles fournissent directement des Systèmes d'injection à l'équipementier;
45. Au moment d'acquérir des Systèmes d'injection, l'équipementier transmet au fournisseur de pièces automobiles une invitation à soumissionner pour des pièces spécifiques;
46. Dans certaines circonstances, les appels d'offres sont faites auprès de fournisseurs pré-qualifiés de la pièce automobile en question;
47. Généralement, ce processus d'appel d'offres s'amorce lorsqu'il y a un changement majeur de conception d'un modèle de véhicule automobile;
48. Le fournisseur de pièces soumissionnera et, habituellement, l'équipementier accordera le contrat au fournisseur de pièces retenu pour un nombre fixe d'années déterminé selon la durée établie pour la production des pièces automobiles, contrat qui sera d'une durée de deux (2) à cinq (5) ans;
49. Habituellement, ce processus d'appel d'offres commence à peu près trois (3) ans avant le début de la production de nouveaux modèles de véhicules automobiles;
50. Les constructeurs automobiles se sont procurés ces pièces automobiles conçues au Japon pour fabriquer leurs véhicules automobiles en Amérique du Nord, aux États-Unis, au Canada, dont au Québec;
51. En effet, tout au cours de la Période visée par le recours, les Intimées ont approvisionné les constructeurs automobiles et le marché avec des Systèmes d'injection qu'elles ont fabriqués, distribués, offerts et vendus au Canada, dont au Québec;
52. En outre, les Intimées ont fabriqué des Systèmes d'injection :
 - a) En Amérique du Nord afin qu'ils soient installés dans les véhicules fabriqués en Amérique du Nord et vendus au Canada, dont au Québec;
 - b) Hors de l'Amérique du Nord pour exportation en Amérique du Nord et installation dans les véhicules fabriqués en Amérique du Nord et vendus au Canada, dont au Québec;

- c) Hors de l'Amérique du Nord pour installation dans des véhicules fabriqués hors de l'Amérique du Nord, importés et vendus au Canada, dont au Québec; et
 - d) Comme pièces de remplacement;
- 53. L'objectif du complot mis en place par les Intimées était d'augmenter les prix de vente des Systèmes d'injection vendus en Amérique du Nord et ailleurs, dont au Québec;
 - 54. Les Intimées ont comploté les unes avec les autres, et possiblement avec d'autres entités qui ne sont pas spécifiquement désignées dans cette procédure, et ont convenu d'influer sur les prix des Systèmes d'injection et de dissimuler leur pratique collusive de façon à ce que les constructeurs automobiles et les autres acteurs de l'industrie soient tenus dans l'ignorance;
 - 55. Les Intimées savaient que leur complot visant à fixer les prix des Systèmes d'injection aurait comme conséquence de gonfler artificiellement les prix des Systèmes d'injection ainsi que le prix des véhicules neufs ayant ce système d'injection;
 - 56. Ainsi, en augmentant les prix d'une façon concertée, les Intimées savaient que leur conduite porterait préjudice aux acheteurs de Systèmes d'injection ou aux acheteurs de véhicules neufs dotés d'un Système d'injection, dont le Requéran et tous les membres du Groupe;
 - 57. Ainsi, les Intimées savaient que des hausses de prix coordonnées auraient non seulement un impact sur le coût des Systèmes d'injection vendus aux constructeurs automobiles, mais également sur le prix payé par tous les acheteurs de Systèmes d'injection aux États-Unis et au Canada, y compris au Québec;

E) Le marché des systèmes d'injection

- 58. En 2012, le marché global des Systèmes d'injection était évalué à 47 milliards \$ US;
- 59. En raison de leurs parts de marché, les Intimées sont d'importants fabricants et fournisseurs de Systèmes d'injection dans le monde, dont le Canada;
- 60. Les Intimées comptent parmi leurs clients des équipementiers tels Ford, General Motors, Honda, Nissan, Toyota, Chrysler, BMW, Mercedes-Benz, Subaru, Mazda, Mitsubishi, Suzuki, Hyundai et Volvo;
- 61. Les industries automobiles, canadienne et américaine, étant inter reliée, les véhicules fabriqués de chaque côté de la frontière sont vendus au Canada dont au Québec;
- 62. Le complot ayant influencé le prix des Systèmes d'injection aux États-Unis a également influé sur le prix des véhicules vendus au Canada, y compris au Québec;

F) Les enquêtes sur les cartels automobiles internationaux

- 63. Plusieurs fournisseurs de composantes de véhicules automobiles ont fait l'objet de demandes d'informations ou de mandats de perquisition par les autorités de la concurrence du Canada ou des États-Unis;

64. D'ailleurs, le professeur John M. Conner, dans un document intitulé «*Is Auto Parts Evolving into a Supercartel?*», produit le 7 novembre 2013 pour l'American Antitrust Institute, a mis en relief le cartel et les enquêtes menées par les autorités dont il est fait mention ci-dessus, une copie de ce document étant produite au soutien de la présente sous la **Pièce R-1**;
65. Au terme des enquêtes menées par les autorités de la concurrence des États-Unis, les Intimées Hitachi et Mitsubishi ont plaidé coupable et le Département de la Justice des États-Unis les a condamnées à payer des amendes totalisant 385 millions \$ US pour leur participation à un complot visant à fixer le prix de composantes de véhicules automobiles, dont les Systèmes d'injection vendus aux constructeurs automobiles des États-Unis et ailleurs dans le monde et le truquage d'offres en violation de la loi, et ce, de janvier 2000 jusqu'en février 2010 se détaillant comme suit :

Intimées	Dates des Ententes sur le plaidoyer		Amendes
	Date de signature	Date de dépôt	
Hitachi	25 septembre 2013	6 novembre 2013	195 millions \$ US
Mitsubishi	24 septembre 2013	6 novembre 2013	190 millions \$ US

le tout tel qu'il appert du communiqué de presse du Département de justice américain daté du 26 septembre 2013 et des Ententes sur le plaidoyer entérinées par la *United States District Court Eastern District of Michigan Southern Division*, dénoncés en liasse au soutien des présentes sous la **Pièce R-2**;

G) La faute

66. Entre le 1^{er} janvier 2000 et le 1^{er} mars 2010, les Intimées ont participé à un complot visant à fixer, maintenir, augmenter ou contrôler les prix des Systèmes d'injection vendus aux acheteurs en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde, y compris au Québec, et le truquage des offres manquant ainsi à leurs obligations, tant légales que statutaires, notamment à leurs obligations ayant trait à la concurrence telle que définie dans la *Loi sur la concurrence* (L.R.C. (1985), c. C-34), laquelle sera nommée « Loi sur la concurrence »);
67. Outre ce qui précède, le Requérant allègue que les Intimées ont manqué à leurs obligations générales prévues au *Code civil du Québec* et de façon plus spécifique, aux obligations ayant trait à l'obligation d'agir de bonne foi et de ne pas nuire à autrui;
- a) Les Intimées ont participé à un complot visant à causer un préjudice au Requérant;
 - b) Les Intimées savaient que le complot causerait vraisemblablement un préjudice au Requérant;
 - c) Les Intimées ont porté atteinte aux intérêts financiers du Requérant par des agissements illégaux;

68. Le complot était destiné à influencer sur le prix des Systèmes d'injection et des nouveaux véhicules automobiles ayant un Système d'injection;
69. Les industries automobiles, canadienne et américaine, étant fortement intégrées, des véhicules fabriqués de chaque côté de la frontière sont vendus au Canada dont au Québec. Le complot ayant influencé les prix des Systèmes d'injection aux États-Unis a également influencé les prix des véhicules vendus au Canada, y compris au Québec;
70. Les ententes collusives prises entre les Intimées ont été mises en œuvre, entre autres, par une série de hausses coordonnées des prix du marché des Systèmes d'injection;
71. De telles ententes ont eu lieu suite à différentes réunions tenues lors de Salons de l'Industrie au cours desquelles il y a eu échanges de documents confidentiels en rapport avec la tarification en vigueur au sein de leur entreprise respective, notamment les Intimées;
72. Cette pratique a été conduite sur une base régulière avec le résultat que le Requéant et les membres du groupe ont été privés du bénéfice d'une libre compétition et, de ce fait, ont payé un prix trop élevé pour des Systèmes d'injection qu'ils ont achetés ou pour les véhicules qui contenaient ces Systèmes d'injection;
73. Tout au cours de la Période visée par le recours, les Intimées étaient impliquées dans la fabrication, la mise en marché, la vente et/ou la distribution de Systèmes d'injection au Canada et au Québec;
74. Les Intimées ont participé à un complot visant à causer un préjudice au Requéant;
75. Les Intimées avec la complicité de d'autres entités qui ne sont pas spécifiquement désignées dans cette procédure ont activement, intentionnellement et frauduleusement dissimulé l'existence du cartel au public dont au Requéant et aux membres du Groupe;
76. Les actes illégaux des Intimées, notamment leur participation au complot ont été dissimulés et menés d'une manière à empêcher toute découverte du stratagème de la part du Requéant et des membres du Groupe ;
77. Ainsi, le Requéant et les membres du Groupe n'ont pu découvrir ou ne pouvait pas découvrir et ce, malgré toute leur diligence l'existence d'un tel complot durant la Période visée par le recours ;
78. Le Requéant et les membres du Groupe ne savaient donc pas qu'au cours de la Période visée par le recours, qu'ils payaient des prix supérieurs à la concurrence pour les Systèmes d'injection;
79. D'ailleurs, une personne raisonnable placée dans les mêmes circonstances n'aurait pas jugé bon d'enquêter sur la légitimité des prix des Systèmes d'injection des Intimées ;
80. Les Intimées ne pouvaient ignorer que le complot causerait un préjudice au Requéant;
81. Conséquemment, les Intimées ont porté atteinte aux intérêts financiers du Requéant par leurs agissements illégaux;

82. D'ailleurs, divers recours collectifs ont été entrepris devant différentes instances à l'encontre des Intimées, aux États-Unis et ailleurs au Canada, y compris au Québec, le tout tel qu'il appert des documents dénoncés en liasse au soutien de la présente sous la **Pièce R-3**;
83. Tel que déjà mentionné, à la suite d'enquêtes par les autorités de la concurrence au Canada, aux États-Unis, certaines des Intimées ont plaidé coupables et ont été condamnées à payer des amendes records;

H) Les dommages

84. Le cartel a eu pour effet de restreindre indûment la concurrence, de gonfler artificiellement le prix des composantes de véhicules automobiles vendus au Québec et par le fait même, de gonfler artificiellement le prix de vente des véhicules équipés de ces composantes vendus au Québec;
85. Le cartel a eu, en autres, les effets suivants:
- a) La concurrence sur les prix pour les Systèmes d'injection vendus directement ou indirectement au Requéran et aux membres du Groupe au Canada, y compris au Québec a été restreinte ou éliminée;
 - b) les prix des Systèmes d'injection vendus directement ou indirectement au Requéran et aux membres du Groupe au Canada, y compris au Québec ont été fixés, maintenus, augmentés ou contrôlés à des niveaux artificiellement gonflés, et;
 - c) le Requéran et les membres du Groupe ont été privé du bénéfice d'une libre compétition lors de l'achat des Systèmes d'injection vendus au Canada, y compris au Québec.
86. Ainsi, tout au cours de la période qu'a perdurée le cartel, les constructeurs automobiles canadiens ont payé un prix artificiellement gonflé pour des Systèmes d'injection vendus par les Intimées;
87. Il en va de même des acheteurs de véhicules automobiles, comprenant le Requéran, dont le véhicule automobile était équipé de ces Systèmes d'injection et/ou qui ont acheté au Québec des Systèmes d'injection à qui les constructeurs automobiles auraient, en tout ou en partie, refilé la portion artificiellement gonflée du prix;
88. Conséquemment, le Requéran a subi une perte financière en raison des agissements illégaux des Intimées;

II. FAITS DONNANT OUVERTURE À UN RECOURS INDIVIDUEL DU REQUÉRANT

89. Les faits qui donnent ouverture à un recours individuel de la part du Requéran contre les Intimées sont :
- a) Le Requéran, dans le district judiciaire du Québec, a acheté une voiture de marque Toyota modèle Yaris (2007), pour ses fins personnelles et plus spécifiquement au cours de la période durant laquelle le cartel était en place, le

tout tel qu'il appert d'une facture du mois de mai 2007 produite au soutien des présentes sous la **Pièce R-4**;

90. Vu les agissements illégaux des Intimées, le Requéran a été privé du bénéfice d'une libre compétition et, de ce fait, a payé un prix trop élevé pour le produit en question qu'il a acheté;
91. Les agissements illégaux des Intimées ont causé des dommages au Requéran, à savoir la différence entre le prix artificiellement élevé payé pour les produits qu'il a acheté contenant un Système d'injection et le prix qu'il aurait normalement dû payer sur le marché où règne la libre concurrence;
92. Les agissements illégaux des Intimées ont été camouflés et n'ont pas été portés à la connaissance du Requéran ou de tout autre membre du Groupe;
93. Le Requéran n'a pas été en mesure de découvrir, et ne pouvait pas découvrir même avec toute la diligence requise, que les Intimées étaient impliquées dans des agissements illégaux, violaient la *Loi sur la concurrence* et ce n'est que peu de temps avant le dépôt de cette procédure que le Requéran a été confronté à cette réalité;

III. FAITS DONNANT OUVERTURE À UN RECOURS INDIVIDUEL DE LA PART DE CHACUN DES MEMBRES DU GROUPE

94. Les faits qui donnent ouverture à la réclamation personnelle de chacun des membres du Groupe contre les Intimées sont énumérés aux paragraphes qui suivent :
 - a) Chaque membre du Groupe a acheté ou acquis un Système d'injection ou a acheté un véhicule contenant un Système d'injection;
 - b) Chaque membre du Groupe a payé un prix artificiellement élevé pour les produits en question qu'il a achetés, utilisés ou acquis en raison du cartel et de son impact sur la concurrence;
 - c) Chaque membre du Groupe a subi des dommages équivalents à la différence entre le prix artificiellement élevé payé pour les produits en question qu'il a achetés, utilisés ou acquis et le prix qui aurait normalement dû être payé sur le marché où règne la libre concurrence;
 - d) Les dommages subis par chaque membre du Groupe ont été causés directement par les agissements illégaux des Intimées;
 - e) Ainsi, le Requéran et les membres du Groupe sont justifiés de réclamer le remboursement de tous les dommages subis en raison des agissements illégaux des Intimées;

IV. CONDITIONS REQUISES POUR L'EXERCICE D'UN RECOURS COLLECTIF

95. La composition du Groupe rend difficile ou peu pratique l'application des articles 59 ou 67 C.p.c. et ce pour les motifs qui suivent :

- a) Le nombre de personnes pouvant composer le Groupe est estimé à plusieurs millions d'individus compte tenu des chiffres de ventes des Intimées et de l'usage répandu de tels produits. Selon des statistiques rendues publiques, il se serait vendu, seulement au Québec, plus de quatre millions de véhicules automobiles, au cours de la Période visée par le recours, tel qu'il appert d'un document préparé avec les chiffres compilés par Statistiques Canada, produit au soutien de la présente sous la **Pièce R-5**;
 - b) Les noms et adresses des personnes pouvant composer le Groupe sont inconnus du Requérant, et selon les données rendues publiques par la SAAQ, il y aurait plus de 5 millions de détenteurs de permis de conduire, un extrait d'un dossier de la SAAQ étant produit au soutien de la présente sous la **Pièce R-6**;
 - c) Tous les faits allégués aux paragraphes qui précèdent rendent impossible l'application des articles 59 ou 67 C.p.c.;
96. Les questions de faits ou de droit qui concernent les membres du Groupe ainsi que le Requérant sont énumérées aux paragraphes qui suivent, et sont identiques, similaires ou connexes pour chacun :
- a) Les Intimées ont-elles conclu des ententes illégales à des fins de collusion et ainsi fixer, augmenter, maintenir ou stabiliser le prix des Systèmes d'injection?
 - b) Les agissements des Intimées ont-ils eu pour effet de maintenir le prix des Systèmes d'injection à des niveaux artificiellement élevés et non compétitifs?
 - c) Les ententes conclues entre les Intimées ont-elles été gardées secrètes?
 - d) Les agissements des Intimées ont-ils causé des dommages aux membres du Groupe et, si oui, quel est le montant de ces dommages?
 - e) Les Intimées sont-elles passibles de dommages punitifs ou exemplaires et, si oui, quel est le montant de ces dommages?

V. NATURE DU RECOURS ET CONCLUSIONS RECHERCHÉES

- 97. Le recours que le Requérant désire exercer pour le bénéfice des membres du Groupe est une requête en dommages;
- 98. Les conclusions que le Requérant recherchera par sa requête introductive d'instance seront :

ACCUEILLIR l'action du demandeur;

CONDAMNER les défenderesses à payer des dommages temporairement évalués à 10 000 000,00\$ avec intérêts depuis la date d'assignation ainsi que l'indemnité additionnelle prévue au *Code civil du Québec*;

CONDAMNER les défenderesses à payer des dommages exemplaires temporairement évalués à la somme de 1 000 000,00 \$ avec intérêts à compter de l'assignation plus l'indemnité additionnelle prévue à la loi;

ACCUEILLIR le recours collectif du demandeur pour le compte de tous les membres du Groupe;

ORDONNER le traitement des réclamations individuelles de chaque membre du Groupe en conformité avec les articles 1037 à 1040 C.p.c.;

LE TOUT avec les entiers dépens incluant les frais d'expertise et les frais de publication des avis aux membres;

99. Le Requérent, qui demande à obtenir le statut de représentant, est en mesure d'assurer une représentation adéquate des membres du Groupe pour les motifs qui suivent :

- a) Il a acheté un produit équipé d'un Système d'injection;
- b) Il comprend la nature du recours;
- c) Il est disposé à consacrer le temps nécessaire au litige et à collaborer avec les membres du Groupe;

100. La présente requête est bien fondée en faits et en droit;

101. Toute la cause d'action a pris naissance au Québec.

PAR CES MOTIFS, PLAISE À LA COUR :

ACCUEILLIR la présente requête;

AUTORISER l'exercice d'un recours collectif sous la forme d'une requête introductive d'instance en dommages;

ACCORDER au Requérent le statut de représentant des personnes faisant partie du Groupe ci-après décrit :

« tous les résidants du Québec qui ont acheté ou acquis un Système d'injection de carburant pour véhicule automobile ou qui ont acheté un véhicule automobile pourvu d'un Système d'injection de carburant, et ce entre le 1^{er} janvier 2000 et le 1^{er} mars 2010 (la « Période visée par le recours ») »

IDENTIFIER les principales questions de faits et de droit à être traitées collectivement comme étant les suivantes :

- Les Intimées ont-elles conclu des ententes illégales pour faire collusion et ainsi fixer, augmenter, maintenir ou stabiliser le prix des Systèmes d'injection?
- Les agissements des Intimées ont-ils eu pour effet de maintenir le prix des Systèmes d'injection à des niveaux artificiellement élevés et non compétitifs?
- Les ententes conclues entre les Intimées ont-elles été gardées secrètes?

- Les agissements des Intimées ont-ils causé des dommages aux membres du Groupe et, si oui, quel est le montant de ces dommages?
- Les Intimées sont-elles passibles de dommages punitifs ou exemplaires et, si oui, quel est le montant de ces dommages?

IDENTIFIER les conclusions recherchées par le recours collectif à être institué comme étant les suivantes :

ACCUEILLIR l'action du demandeur;

CONDAMNER les défenderesses à payer des dommages temporairement évalués à 10 000 000,00\$ avec intérêts depuis la date d'assignation ainsi que l'indemnité additionnelle prévue au *Code civil du Québec*;

CONDAMNER les défenderesses à payer des dommages exemplaires temporairement évalués à la somme de 1 000 000,00 \$ avec intérêts à compter de l'assignation plus l'indemnité additionnelle prévue à la loi;

ACCUEILLIR le recours collectif du demandeur pour le compte de tous les membres du Groupe;

ORDONNER le traitement des réclamations individuelles de chaque membre du Groupe en conformité avec les articles 1037 à 1040 C.p.c.;

LE TOUT avec les entiers dépens incluant les frais d'expertise et les frais de publication des avis aux membres;

DÉCLARER que tout membre du Groupe qui n'a pas requis son exclusion du Groupe dans le délai prescrit soit lié par tout jugement à être rendu sur le recours collectif à être institué;

FIXER le délai d'exclusion à 30 jours de la date de publication de l'avis aux membres;

ORDONNER la publication d'un avis aux membres du Groupe conformément à l'article 1006 C.p.c.;

LE TOUT avec dépens.

Québec, ce 13 novembre 2014

(s) SISKINDS, DESMEULES

SISKINDS, DESMEULES, AVOCATS, S.E.N.C.R.L.
Procureurs du Requéant

AVIS DE PRÉSENTATION

À:

HITACHI, LTD., 6-6, Marunouchi 1-chome, Chiyoda-ku, Tokyo 100-8280, Japon

et

HITACHI AUTOMOTIVE SYSTEMS, LTD., 2-1, Otemachi 2-chome, Chiyoda-ku, Tokyo 100-0004, Japon

et

HITACHI AUTOMOTIVE SYSTEMS AMERICAS, INC., 955 Warwick Road, Harrodsburg, Kentucky 40330, États-Unis

et

DENSO CORPORATION, 1-1, Showacho, Kariya, Aichi 448-0029, Japon

et

DENSO INTERNATIONAL AMERICA, INC., 24777 Denso Drive, Southfield, Michigan 48086, États-Unis

et

DENSO MANUFACTURING CANADA, INC., 900, Southgate Drive, Guelph, Ontario, N1L 1K1, Canada

et

DENSO SALES CANADA, INC., 195 Brunel Road, Mississauga, Ontario, L4Z 1X3, Canada

et

MITSUBISHI ELECTRIC CORPORATION, Tokyo Building, 2-7-3, Marunouchi, Chiyoda-ku, Tokyo 100-8310, Japon

et

MITSUBISHI ELECTRIC AUTOMOTIVE AMERICA, INC., 4773 Bethany Road, Mason, Ohio 45040, États-Unis

et

MITSUBISHI ELECTRIC SALES CANADA, INC., 4299, 14th Avenue, Markham, Ontario, L3R 0J2, Canada

et

AISAN INDUSTRY CO., LTD, 1-1-1 Kyowa-cho, Obu, Aichi 474-8588, Japon

et

FRANKLIN PRECISION INDUSTRY, INC., 3220 Bowling Green Road, Franklin, Kentucky 42134, États-Unis

et

AISAN CORPORATION OF AMERICA, 810 Crescent Center Drive, suite 170, Franklin, Tennessee 37067, États-Unis

PRENEZ AVIS que le Requérant a déposé au greffe de la Cour supérieure du district judiciaire de Québec la présente demande.

Pour répondre à cette demande, vous devez comparaître par écrit, personnellement ou par avocat, au Palais de justice de Québec situé au 300, boulevard Jean-Lesage à Québec dans les **10 jours** de la signification de la présente requête.

À défaut de comparaître dans ce délai, un jugement par défaut pourra être rendu contre vous sans autre avis dès l'expiration de ce délai de 10 jours.

Si vous comparez, la demande sera présentée pro forma devant le Tribunal le **19 décembre 2014** à 8h45 en la salle 3.14 du Palais de justice et le tribunal pourra, à cette date, exercer les pouvoirs nécessaires en vue d'assurer le bon déroulement de l'instance ou procéder à l'audition de la cause, à moins que vous n'ayez convenu par écrit avec le Requérant ou son avocat d'un calendrier des échéances à respecter en vue d'assurer le bon déroulement de l'instance, lequel devra être déposé au greffe du Tribunal.

VEUILLEZ AGIR EN CONSÉQUENCE.

Québec, ce 13 novembre 2014

(s) SISKINDS, DESMEULES

SISKINDS, DESMEULES, AVOCATS, S.E.N.C.R.L.
Procureurs du Requérant

No: 200-06-000180-144
77402

COUR SUPÉRIEURE (Recours collectif)
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE QUÉBEC

Serge Asselin

Requérant

c.

Hitachi, Ltd.

Et als.

Intimées

**REQUÊTE POUR OBTENIR
L'AUTORISATION D'EXERCER UN
RECOURS COLLECTIF ET POUR OBTENIR
LE STATUT DE REPRÉSENTANT
(Articles 1002 et ss. C.p.c.)**

Me Simon Hébert
N/D: 67-155

BB-6852
Casier 15

SISKINDS, DESMEULES | **AVOCATS**
S EN C R L

Les Promenades du Vieux-Québec
43 rue de Buade, bureau 320
Québec (Québec) G1R 4A2

Tél.: (418) 694-2009 Tél.: (418) 694-0281
www.siskinds.com